



# ACTU DES LYCÉES PROS

AFFICHAGE SALLE DES PROFS

N° 11

12 novembre 2012

## LOI D'ORIENTATION : NOS EXIGENCES

Pour le SNUEP-FSU il faut que la loi d'orientation et de programmation **opère une réelle rupture avec la loi de 2005** et la politique scolaire du précédent gouvernement. **Il faut revenir sur les réformes** mises en œuvre (contenus de la scolarité obligatoire, lycées et lycées professionnels, formation des enseignants, etc.).

Les mesures engagées dans la loi devront être inscrites dans la durée et être garanties quelle que soit la situation de notre pays.

La crise ne saurait servir de prétexte et les générations à venir n'ont pas à en faire les frais. Le Président de la République a évoqué l'idée d'un budget « sanctuarisé » pendant le quinquennat. La loi de programmation doit l'assurer. Elle devra comporter un engagement de plan pluri-annuel de recrutement et de pré-recrutement.

**La loi devra réaffirmer le rôle primordial du service public d'éducation de la formation initiale sous statut scolaire** dans le double objectif d'élever

le niveau de qualification de tous les jeunes et de faire baisser significativement le nombre de sorties sans diplômes.

**Le SNUEP-FSU demande un plan de développement des formations professionnelles** sous statut scolaire des enseignements professionnels.

En matière d'éducation, de formation professionnelle le **SNUEP-FSU reste opposé à tout nouveau transfert de compétences entre l'État et les régions.**

Lisez les propositions du SNUEP-FSU pour un véritable service public de l'enseignement professionnel :

- *5 priorités et 20 propositions pour l'enseignement professionnel public et laïque*, journal mars 2012 n° 67, p. 10
- *Dossier Education*, journal mai 2012 n° 68, pp 19-22

Les journaux sont disponibles sur [www.snuep.com](http://www.snuep.com)



## Changer de cap pour l'enseignement professionnel public

Le SNUEP-FSU partage en partie le constat des rapporteurs : école à plusieurs vitesses, plus injuste socialement, système éducatif en panne qui parvient de moins en moins à faire réussir les élèves les plus fragiles, des résultats qui baissent et des sorties sans qualifications qui se poursuivent.

Nous partageons aussi la nécessité d'une refondation de l'École pour permettre enfin une réelle démocratisation. L'État, garant

de l'égalité sur tout le territoire, doit garder son rôle central.

Pour le reste la déception est à la hauteur des espoirs suscités par la campagne des élections présidentielle et législatives, ce qui nous laisse craindre la continuation de la politique libérale menée depuis des années.

Quant à l'apprentissage, l'ARF<sup>1</sup> et le MEDEF se font bien mieux entendre que les syndicats. Le gouvernement tourne le dos au service public en relançant l'apprentissage au niveau du CAP et du Bac Pro et en voulant imposer le mixage des publics et des parcours.

<sup>1</sup> Association des régions de France

**Pour l'enseignement professionnel**  
**Ne lâchons rien!**



## LES 4 OBJECTIFS AFFICHÉS DU MINISTÈRE POUR L'ENSEIGNEMENT PROFESSIONNEL

Le ministre a fait part aux organisations syndicales de propositions qui pourraient être inscrites dans la loi d'orientation et de programmation le 15 octobre. Concernant l'enseignement professionnel il affiche 4 objectifs avec certaines propositions applicables dès la rentrée 2013.

### 1° Garantir à tous les élèves un diplôme de niveau V ?

- des modules spécifiques de rattrapage pour les élèves en difficulté seraient mis en place.
- une certification intermédiaire intégrée comme sous ensemble du Bac Pro pour les jeunes qui n'ont pas réussi le BEP

*Ces mesures vont dans le bon sens mais le SNUEP-FSU restera vigilant pour que les diplômes ne soient pas, une fois de plus, dévalorisés .*

### 3° Améliorer les parcours et les orientations ?

- Réintroduction d'un parcours en 4 ans pour les élèves les plus en difficulté.
- La seconde professionnelle deviendrait indifférenciée (expérimentation).
- Les PFMP seraient réorganisées avec 4 semaines de stage en 2nde et 20 semaines pour les années de première et terminale Bac Pro.
- En terminale, les élèves qui n'auraient pas la certification et ceux désirant poursuivre en BTS seraient dispensés de 3 semaines de stage.

*Le SNUEP-FSU est toujours pour une remise à plat de l'ensemble de la réforme du Bac Pro en 3 ans et pour une diminution importante des semaines de stage.*

### 2° Améliorer la réussite en Bac Pro

- place du CCF réduite et introduction du contrôle continu.

*Le SNUEP-FSU demande toujours la suppression « du tout CCF ». Il est pour le retour à un examen terminal national, seul à même de garantir aux jeunes une égalité de traitement sur tout le territoire.*

### 4° Améliorer les poursuites d'études après le Bac Pro ?

- Étendre l'accès au BTS aux élèves ayant obtenu une mention « assez bien ».
- Donner la priorité aux bacheliers professionnels dans la filière industrielle.

**Carte de la formation professionnelle initiale sous statut scolaire** : décentralisation du pilotage de la carte des formations professionnelles vers les Régions. Elles auraient le dernier mot sur les ouvertures, l'État déciderait en dernier ressort des fermetures.

*C'est une proposition inacceptable pour le SNUEP-FSU qui s'oppose à ce transfert qui oublie que cette carte doit dépasser les formations locales. Le pilotage de la carte de la formation professionnelle ne doit pas confiner la voie professionnelle dans l'adéquationnisme formation-emploi.*

**Nous reviendrons plus en détail dans notre journal national sur la future loi d'orientation**

**Pour l'enseignement professionnel**  
**Ne lâchons rien !**

**SNUEP**  
F.S.U.